

DES LIEUX POUR DES LIENS :

LES TERRITOIRES COMME ESPACES PERTINENTS POUR LA TRANSITION

Pascal ROGGERO

*Professeur, Université Toulouse1 Capitole
IDETCOM, chercheur associé au Centre Edgar Morin de l'EHESS*

A l'heure de la numérisation généralisée et de la dématérialisation qu'elle induit, on pourrait croire que les sociétés humaines se déterritorialisent. Mais, si l'espace du Net capte de plus en plus de flux marchands et modifie les pratiques sociales, il reste que les humains, parce qu'ils sont des êtres vivants dépendants de leur environnement, vivent toujours *quelque part*. Ce lieu, qui est aussi un milieu¹, n'est pas indifférent. En effet, c'est à partir de ce territoire que les humains élaborent les premières formes symboliques, où débutent les processus d'identification aux autres et d'appartenance aux groupes. Des communautés traditionnelles aux constructions nationales puis internationales, cet espace de référence s'est agrandi en se faisant plus abstrait au détriment, comme nous allons le voir, des territoires que nous définirons comme des périmètres infranationaux auxquels leurs habitants continuent de s'identifier. Or, les multiples initiatives² qui s'inscrivent dans la mouvance de la « transition » font de leur inscription territoriale un élément structurant de leur projet. De notre point de vue, cette référence au territoire n'est ni folklorique ni hasardeuse mais nécessaire. Voyons pourquoi ?

C'est au nom de la raison qu'en France, mais aussi ailleurs, on a condamné les territoires. Raison politique d'abord. Dans leur volonté de refonder la légitimité politique, les révolutionnaires de 1789 souhaitaient démanteler ces constructions historiques issues, selon eux, de la tradition et de la religion. Ils entendaient leur substituer un espace national uniforme fondant la nouvelle légitimité, pensé rationnellement, dégagé des contingences locales et, comme en témoigne le stupéfiant rapport Thouret du 3 novembre 1789, découpé géométriquement en carrés correspondants aux départements, contenant eux-mêmes d'autres carrés appelés à constituer les communes³. Ensuite, c'est au nom de la raison économique que la modernité a préféré l'espace national aux territoires locaux. Les mal nommées politiques d'aménagement du *territoire* des années 1960 étaient, en réalité, des politiques *spatiales* affectant des ressources en fonction des résultats de modèles d'optimisation. Cela supposait, là aussi, un espace abstrait, isonomique et donc mathématisable bien loin des territoires concrets, toujours singuliers et renvoyant inévitablement au monde vécu. Ainsi, par exemple, a-t-on conçu et créé de toutes pièces

¹ Selon le concept de J.VON UEXKÜLL, *Mondes animaux et monde humain*, Paris, Denoël, 1984 [1934].

² Par exemple : *Initiatives citoyennes et transition écologique: quels enjeux pour l'action publique?*, 06/2017, Ministère de l'Ecologie, <https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/Thema%20-%20Initiatives%20citoyennes%20et%20transition%20-%20C3%A9cologique.pdf>, consulté le 15/10/2020

³ P. ROGGERO, *Sociologie des représentations du pouvoir local : l'État français et ses communes*, Sudbury, Collection « Human sciences monograph ». Université Laurentienne, 2006.

les stations balnéaires du littoral languedocien qui présentaient des avantages économiques (accès facile à la mer, terrains peu coûteux, zone de transit entre l'Europe du Nord et l'Espagne) sans autres considérations que cette rationalité spatiale et économique⁴. Enfin, la mondialisation a parachevé cette disqualification des territoires conduits, pour les mieux dotés, à se penser comme des *marques* en concurrence sur le marché mondial. Les acteurs locaux ont embrassé le thème de l'*attractivité* en espérant capter quelques miettes de la richesse mondiale en circulation. Cette hétéronomie s'est imposée à la recherche d'autonomie qui eût exigé qu'on s'intéressât aux ressources propres des territoires et à leur singularité à des fins de développement d'abord endogène. Mais voilà, selon la formule célèbre de Margaret Thatcher : « il n'y a[vait] pas d'alternative ». De droite comme de gauche, la plupart des dirigeants des Etats occidentaux ont adopté cette représentation du réel en prétendant qu'il s'agissait du réel⁵ lui-même. Cette prétention objectiviste selon laquelle la science, ici économique, révèle la vérité du monde a conduit à réduire la politique à la seule adaptation au marché mondial sans en questionner les finalités, sans en discuter la pertinence et sans en critiquer les fondements. Pourtant faut-il accepter sans rechigner que les richesses et la population diplômée se polarisent autour de quelques centres métropolitains au détriment de marges toujours plus nombreuses : territoires de la ruralité profonde désertés, villes petites et moyennes en déclin, quartiers urbains prioritaires pour les trafics, etc. ? Cette métropolisation a fait croître de manière inédite les inégalités socio-spatiales qui, plus que toutes les autres inégalités, révèlent une société si fragmentée que l'on peut douter de son unité. Sur ce paysage contrasté voilà que se profile à l'horizon, après que des « marchands de doute⁶ » aient tenté de la discréditer, l'hypothèque climatique !

Dans ce contexte, l'actuelle pandémie, simple prélude à des lendemains bien plus chaotiques, accélère la prise de conscience des populations. Le doute est là, palpable mais comme l'a montré Thomas Kuhn à propos des révolutions scientifiques⁷, un paradigme dominant peut s'affaiblir, être de plus en plus discuté par des phénomènes inexplicables, il ne peut être remplacé que s'il existe un paradigme alternatif. Or, beaucoup de sciences, notamment les plus valorisées (physique, biologie, économie, etc.), de plus en plus subordonnées à la logique marchande, ont perdu l'essentiel de leurs capacités réflexives et critiques. Devenant des machines à créer des opportunités de création de valeur marchande pour les grands opérateurs économiques, elles ne sont que secondairement créatrices de connaissances désintéressées au service de l'intérêt général. C'est donc sur les marges de cette science en majesté (parce que subordonnée) qu'on pourra trouver les ferments critiques ouvrant sur une alternative au paradigme dominant. Sur ces marges, l'idée de faire des territoires les lieux de la reconquête d'une

⁴ Même si cette ambition recherchait l'« équilibre » du territoire national, elle pensait ce territoire comme un espace.

⁵ Voir par exemple le Président Macron lors de son discours devant le Parlement réuni en Congrès, le 3 juillet 2017, qui affirmait que le mal principal était en France : « le déni de *réalité*, le refus de voir le *réel* en face ». Assertion d'une naïveté épistémologique étonnante pour un Président prétendument philosophe. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/07/03/discours-du-president-de-la-republique-devant-le-parlement-reuni-en-congres>, consulté le 16/10/2020.

⁶ N. ORESKES, E.M. CONWAY, *Les Marchands de doute*, Paris, Le Pommier, 2012 (2010) ; S. HOREL, S. FOUCART et S. LAURENS, *Les gardiens de la raison – Enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, éditions La Découverte, 2020.

⁷ *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1983 (1962).

autonomie écologiquement vertueuse se développe mais, que les choses soient claires, la reterritorialisation en question n'est pas cosmétique, elle ne se confond pas avec la simple relocalisation d'activités. Non, cette reterritorialisation – et ce terme nous semble plus pertinent que celui de développement territorial qui s'inscrit dans l'imaginaire productiviste du XX^{ème} siècle – ne peut être qu'une refondation qui suppose de remettre en question l'économisme ambiant et les réductions qui le fondent ainsi que la raison modernisatrice et, pour ce faire, les territoires apparaissent comme l'échelle pertinente. Reterritorialiser consiste alors à ériger les territoires comme des lieux privilégiés où les liens non marchands priment, où le don fonde la fraternité et où la démocratie retrouve son sens.

LES CONDITIONS SOCIOCOGNITIVES DE LA RETERRITORIALISATION : SORTIR L'ECONOMISME REDUCTEUR ET DE LA RAISON MODERNISATRICE A L'ECHELLE PERTINENTE DES TERRITOIRES

L'économisme dominant et les réductions qui le fondent, souvent associé à une raison modernisatrice constituent des obstacles sociocognitifs qui peuvent être dépassés au niveau des territoires.

Sortir d'un économisme réducteur

Une conviction forte, partagée par la plupart des autorités morales et religieuses⁸ dans le monde, nous conduit à penser qu'aucun avenir souhaitable n'est possible sans sortir de l'économisme ambiant. Théorisé pour l'essentiel par Hayek, cet économisme procède d'une quadruple réduction. D'abord celle, déjà évoquée, de la politique à la gestion libérale de l'adaptation à la mondialisation. Ensuite, celle de l'économie à la seule économie de marché en ignorant d'autres formes de satisfaction des besoins telles que la réciprocité liée au don ou la redistribution⁹. Rien ne devant faire obstacle au marché, c'est la société elle-même qui devait s'effacer au profit des seuls individus et leurs familles ainsi que l'a dit l'emblématique Mme Thatcher :

« There's no such thing as society. There are individual men and women and there are families¹⁰. »

S'interdisant de penser ou reconnaître le niveau collectif en tant que tel et son influence sur les individus, cette vision renvoie chacun à ses mérites personnels, sa responsabilité individuelle et une forme d'indifférence à autrui. Enfin, dernière réduction, de nature anthropologique, celle de

⁸ Le Pape FRANÇOIS par exemple qui reprend de façon plus abrupte la condamnation du capitalisme de ses prédécesseurs : « De même que le commandement de *ne pas tuer* pose une limite claire pour assurer la valeur de la vie humaine, aujourd'hui, nous devons dire *non à une économie de l'exclusion et de la disparité sociale. Une telle économie tue.* », *Exhortation apostolique Evangelii Gaudium du Pape François*, § 53, 23/11/2013, http://www.vatican.va/content/francesco/fr/apost_exhortations, consulté le 16/10/2020.

⁹ G. DALTON, *Primitive, Archaic, and Modern Economies: Essays of Karl Polanyi*, Beacon Press, 1971

¹⁰ « La société, ça n'existe pas. Il n'y a que des hommes et des femmes et des familles. », M. THATCHER, Interview, *Woman's Own*, 23/09/1987

l'individu au « calculateur des plaisirs et des peines » selon l'heureuse expression de T. Veblen¹¹. On aura reconnu l'*homo œconomicus* de l'économie néo-classique dont Emile Durkheim fit, dès 1888, la pénétrante critique suivante :

« Si encore ce concept de l'individu qui est censé contenir en lui toute la science était adéquat à la réalité! Mais pour simplifier les choses les économistes l'ont artificiellement appauvri. Non seulement ils ont fait abstraction de toutes les circonstances de temps, de lieu, de pays pour imaginer le type abstrait de l'homme en général, mais dans ce type idéal lui-même ils ont négligé tout ce qui ne se rapportait pas à la vie strictement individuelle, si bien que d'abstractions en abstractions il ne leur est plus resté en mains que le triste portrait de l'égoïste en soi¹². »

Ce « triste portrait de l'égoïste en soi » s'est pourtant diffusé si largement que beaucoup, aujourd'hui encore, ne s'étonnent plus de référer le comportement humain au seul motif de la recherche de l'intérêt individuel¹³. On ne saurait être surpris que, dans un tel contexte, le consommateur d'abord, le producteur ensuite, soient devenus les figures principales de l'individu, renvoyant le citoyen, l'être social ou culturel, voire la personne, au rang d'utilités secondaires. Cette quadruple réduction constitutive de l'économisme a débouché sur un modèle de relations entre les humains : la concurrence. Dans une société où le marché régule les relations sociales et, plus seulement, les échanges économiques, des individus égoïstes luttent dans une concurrence généralisée faisant le tri entre quelques méritants et les autres. Ce schéma, certes discuté moralement, était justifié par son efficacité collective au nom du « ruissellement » de la richesse et par un argument apparemment imparable : l'évolution elle-même ne procède-t-elle pas par la sélection des plus aptes au bénéfice de l'espèce ?

Faire des territoires les lieux privilégiés de la réponse à la crise suppose de revenir profondément sur cette représentation idéologique et simpliste de l'humain, du social, du politique et de l'économique. Et le territoire apparaît comme la bonne échelle pour le faire à condition qu'il ne se replie pas sur une identité close et plus ou moins xénophobe.

A l'économisme s'ajoute la raison modernisatrice.

Critique de la raison modernisatrice

Dans *La République au village*¹⁴, l'historien Maurice Agulhon montre comment la structuration du débat et des représentations politiques autour de la République pénètre, au XIX^{ème} siècle, un village varois marqué par des clivages traditionnels et religieux. Cette « modernisation » politique impliquait une nouvelle lecture des enjeux collectifs qui de l'espace local se déplaçaient vers l'espace national. Aux progrès démocratiques induits (suffrage universel notamment), il faut ajouter des résultats plus

¹¹T. VEBLÉN, 1898, « Why is Economics not an Evolutionary Science? », *The Quarterly Journal of Economics*, 12(4), p. 389.

¹²E. DURKHEIM, « Cours de science sociale: leçon d'ouverture. », *Revue internationale de l'enseignement*, 1888, 15: 23-48.

¹³ Y compris chez des personnes qui démontrent une nette orientation altruiste dans leur comportement quotidien !

¹⁴ Paris, Seuil, 1979 (1970).

discutables. En effet, n'a-t-on pas assisté, ce faisant, à une minoration systématique de l'appartenance locale au profit de la nation ? Dans ce processus, et compte tenu de la tradition française, la centralisation a confisqué l'initiative, la légitimité et la capacité d'action publique au profit de l'Etat central en installant les localités, même les plus grandes, dans une forme d'infantilisation politique que traduisait bien le contrôle d'opportunité des actes des collectivités territoriales par les préfets qui a perduré jusqu'en 1982. A bien des égards, une puissance technocratique nationale a gouverné le pays avec le projet de le « moderniser ». Il faut examiner cette raison modernisatrice qui trouve aujourd'hui ses limites.

La raison modernisatrice est, avant toutes choses, caractérisée par sa nature technique or, comme l'ont montré Jacques Ellul¹⁵ puis Martin Heidegger¹⁶, la technique est bien plus que l'ensemble des techniques. La technique est d'abord un *mode de pensée*, celui qui voit le monde comme un stock de ressources au service des hommes qui les exploitent dans un productivisme transcendant les clivages idéologiques. Ce productivisme a conduit à fétichiser la croissance avec la belle inconséquence logique que l'on sait : comment, en effet, croître indéfiniment dans un monde fini ? La logique productiviste voit l'espace comme le cadre décontextualisé de ces ressources à optimiser et non pas comme des territoires dont la spécificité complexe interdit toute optimisation unidimensionnelle. A la raison technicienne et au productivisme il fallait bien un mode cognitif plus général, une manière de penser ce monde de ressources à optimiser. Ce mode cognitif peut être caractérisé¹⁷ comme réaliste sur le plan épistémologique (la science livre la vérité du monde qui existe indépendamment de l'observateur), analytique sur le plan méthodologique (décomposer l'objet en éléments simples au détriment de sa globalité) et comme plaçant l'éthique hors de la science (une question de société). Mais, en tant qu'univers mental d'abord occidental, le mode cognitif de la technique et du productivisme peut aussi être qualifié de « naturaliste » selon la classification anthropologique de Philippe Descola¹⁸ c'est-à-dire un rapport d'extériorité de l'homme par rapport à la « nature ». Cette extériorité ontologique, congruente avec le réalisme qui, comme nous l'avons dit, prétend à l'objectivité sur le plan de la connaissance, fonde et légitime l'exploitation de la « nature » par des humains qui s'en distinguent et la dominent¹⁹. La manière de vivre ce monde s'est faite rationnelle, fonctionnelle, consumériste et spatiale. Le déracinement que Simone Weil voyait comme « la plus dangereuse maladie des sociétés humaines²⁰ » a touché largement les populations de plus en plus soumises, dans l'espace abstrait de la rationalisation, à la « gouvernance par les nombres²¹ » puis à celle des algorithmes. Si l'on suit la distinction sommaire

¹⁵ *La Technique : L'Enjeu du siècle*, Paris, Armand Colin, coll. « Sciences politiques », 1954.

¹⁶ « La question de la technique », *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, Gallimard, coll. Tel, 1980, pp. 9-48 [1954].

¹⁷ Voir J.L. LE MOIGNE, *La théorie du système général*, Paris, PUF, 1990 (1977), *La modélisation des systèmes complexes*, Paris, Dunod, 1990 et *Les épistémologies constructivistes*, Paris, PUF, coll. QSJ, 1995.

¹⁸ *Par-delà Nature et Culture*, Paris, Seuil, 2004.

¹⁹ Le fameux : « nous rendre comme maîtres et possesseurs de la nature » de R. DESCARTES, *Le discours de la méthode*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1966, p. 168 [1637].

²⁰ S. WEIL, *L'Enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Gallimard, 1949, p. 39.

²¹ A. SUPIOT, *La Gouvernance par les nombres. Cours au Collège de France (2012-2014)*, Paris, Fayard, 2015.

mais intéressante de David Goodhart sur l'Angleterre post-Brexit²², le rapport aux lieux diffèrerait socialement. 25 % de la population constitués d'« *Anywhere* », ces gens de *partout* parce que mobiles et adaptés à la mondialisation ne s'identifieraient pas ou peu au territoire lui préférant les opportunités de l'espace marchand mondialisé tandis que les « *Somewhere* », 50 % de la population, ces gens de *quelque part* seraient, au contraire, attachés à des lieux constitutifs de leur identité, de leur niveau et mode de vie et qu'ils sentiraient menacés par la mondialisation. Ce rapport différencié à la territorialité rappelle la caractérisation historique du capitalisme par Fernand Braudel²³ : la capacité à échapper aux règles et contraintes locales en se projetant en dehors du territoire d'origine. On voit par-là que l'ordre marchand appelle la déterritorialisation et que sa crise devrait conduire, selon nous, à une reterritorialisation.

Le territoire, une échelle pertinente

Si le territoire ne saurait se confondre avec l'espace c'est qu'il renvoie à une richesse anthropologique, philosophique et même poétique que l'espace ignore. A ce propos, Martin Heidegger²⁴ différencie « habiter » – c'est-à-dire « vivre au plus près de soi *avec* et *parmi* les choses et les humains » – de « se loger » qui correspond à une pure fonctionnalité dans un espace qui, selon lui, « n'est rien ». Reprenant Hölderlin et son « poétiquement l'homme habite le monde²⁵ », il donne au verbe habiter une signification que nous lions à la notion de territoire qui constitue ce lieu premier, sans être exclusif, de l'habiter en poète qui sacralise l'être « au plus près de soi » tout en l'incluant dans l'existant « des choses et des humains ». C'est d'abord de ce registre existentiel que découle ce que nous pensons être la nécessité de retrouver les territoires. Mais, de l'existentiel on doit passer au social et au politique et dans ces registres aussi le territoire apparaît comme un cadre pertinent notamment parce qu'il s'inscrit dans la proximité et qu'il se définit par le sentiment d'appartenance commune des personnes qui le constituent. Dans un tel cadre, les liens sociaux prennent plus immédiatement sens que dans l'espace national car ils concrétisent des solidarités de tous types (familial, traditionnel, politique, professionnel, culturel voire cultuel, etc.) qui s'entrecroisent dans les périmètres du proche, du commun et de l'interaction physique. Mais comme l'a montré Peter Sloterdijk, la « domestication de l'être » exige l'articulation entre la familiarité rassurante du proche et l'exposition inquiétante au lointain²⁶. C'est donc dialogiquement que l'humain devrait habiter le monde. Quand elle est négligée, cette dialogique territoriale peut dégénérer soit en une fermeture identitaire, soit en une dissolution dans l'ouverture, les deux pouvant s'engendrer mutuellement.

Si l'on convient qu'il faut reterritorialiser, comment le faire ?

²² *Les deux clans. La nouvelle fracture mondiale*, Les Arènes, trad. franç. 2019 [2017].

²³ *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985.

²⁴ « Bâtir, habiter, penser », *op. cit.*, pp. 170-194.

²⁵ *Œuvres*, Paris, Bibliothèque de La Pléiade, trad. franç. André du Bouchet, 1967. [1823]

²⁶ *La Domestication de l'Être. Pour un éclaircissement de la clairière*, Paris, Mille Nuits, 2000.

RETERRITORIALISER EN ERIGEANT LES TERRITOIRES COMME LIEUX PRIVILEGES OU LES LIENS NON MARCHANDS PRIMENT, OU LE DON FONDE LA FRATERNITE ET OU LA DEMOCRATIE RETROUVE SON SENS.

Cette reterritorialisation ne pourra être qu'un processus que les pouvoirs publics ne peuvent qu'encourager et, assurément pas, décréter. Elle suppose que soient engagées au moins trois grandes transformations : sortir du primat de l'économie marchande, promouvoir la fraternité comme valeur cardinale, refonder la démocratie.

En finir avec le primat des relations marchandes

L'humain est-il réductible au « triste portrait de l'égoïste en soi » ? N'est-il pas aussi animé par le souci des autres ? La richesse d'une société se limite-t-elle aux seules productions marchandes ? Une mère de famille élevant ses enfants ou un bénévole associatif sont-ils « improductifs » ? La sociabilité n'est-elle pas une condition fondamentale de l'épanouissement humain ? Les liens sont-ils pas souvent plus importants que les biens ? Si l'on admet que ces questions se posent alors il convient de promouvoir le « réencastrement²⁷ » de l'économie dans la société. En d'autres termes, il importe de faire primer la délibération collective et donc politique pour définir le souhaitable plutôt que de déléguer cette tâche au seul marché prétendument omniscient. Sortir de l'économisme suppose de trouver, à l'image de l'économie sociale et solidaire, des modèles socio-économiques de création de valeur qui n'externalisent plus les destructions environnementales et sociales. Alors que l'économie de marché dominante ne satisfait par elle-même que les seuls besoins *solvables* pour ne pas dire les seuls *désirs* solvables avec la profitabilité potentielle comme critère principal, on peut souhaiter que l'économiquement rentable ne puisse plus s'imposer sans discussion au socialement juste, au soutenable sur le plan de l'environnement ou au moralement acceptable. Sur les territoires, l'économie doit retrouver sa place, celle d'un moyen au service des humains et cesser de régenter tous les aspects de la vie humaine au nom de ses propres finalités qui s'avèrent, qu'on veuille bien le considérer, assez prosaïques. Les sociétés qui nous ont précédés n'ont jamais conçu l'activité économique comme prééminente : la tripartition hiérarchique des sociétés indo-européennes²⁸ plaçait les producteurs (le *ventre* dans la cité idéale de Platon, les *laboratores* au Moyen-Age,) au bas de la hiérarchie sociale bien en dessous des guerriers (le *cœur* selon Platon, les *bellatores*,) et des prêtres (la *tête*, les *oratores*,). A l'inverse nous avons symboliquement placé le ventre au-dessus du cœur et de l'esprit et nous nous étonnons que le monde ait été gagné par tant de la trivialité. Cette trivialité se traduit très concrètement par la valeur qu'on attribue aux différentes

²⁷ Selon le célèbre concept de K. POLANYI, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1984 [1944]

²⁸ G. DUMEZIL, *Mythe et Épopée. L'Idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*, Paris, Gallimard, 1968

activités. En la matière, comme l'a justement relevé Patrick Viveret²⁹, ce qui n'a pas de prix (sur le marché) n'a pas de valeur (dans la société). Ainsi, la médiation marchande induit-elle, avec la complaisance des pouvoirs publics, la paupérisation des fonctions du soin, de l'éducation et du lien au détriment de l'« utilité commune » que l'article premier de la déclaration de 1789 définissait pourtant comme le seul fondement des « distinctions sociales ». De par sa concrétude, sa proximité et l'appartenance commune qui le constitue, le territoire pourrait être le cadre privilégié d'une reconnaissance de l'utilité commune. De même, la sobriété heureuse³⁰ prônée par le Pacte civique la sobriété, ou l'« abondance frugale³¹ » de Jean-Baptiste de Foucauld trouve d'autant plus facilement sa place que l'on tend vers l'autonomie territoriale en limitant les dépendances à l'égard de productions venant des quatre coins du monde. Dans l'espace proche on mesure avec plus d'évidence les dégâts environnementaux, les limites et la fragilité de la nature et, peut-être, l'absurdité de la croissance pour la croissance. Sur les territoires, « au plus près des humains et des choses » fleurissent de nombreux écolieux où s'inventent de nouvelles manières de produire, de consommer, d'échanger, de bâtir et d'habiter, ... De tous âges et d'origines diverses, leurs initiateurs cherchent une « résonance³² » avec le monde en « encastrant » les activités productives dans les relations sociales et en les mettant au service de la préservation et de la relation avec la nature, de la solidarité avec les autres et de l'autonomie territoriale. Ce qui sourde de ces projets c'est leur nature anthropologique. Il s'agit d'échapper à la courte laisse du marché, au périmètre étroit de la spécialisation professionnelle et au joug de l'accélération du temps pour laisser libre cours à l'expressivité et la créativité du « travail concret » qui, loin de la division du travail, ouvre le chemin tracé jadis par le jeune Marx vers « l'homme total³³ ». Souvent en recherche de viabilité économique, ces initiatives obtiennent des financements participatifs, quelques aides publiques locales mais indiffèrent encore un Etat largement mobilisé pour soutenir et pour verdir un peu le capitalisme. Pourtant, un véritable revenu universel d'existence serait de nature à favoriser la généralisation de ces projets de transition dont le potentiel de transformation devrait être fortement encouragé.

Plus autonome, moins subordonné au temps techno-financier, le territoire peut travailler à ralentir le rythme frénétique de la vie contemporaine pour développer la socialité en substituant au trop plein de biens la multiplication des liens. Car, même si certains l'oublient, l'individu n'existe pas sans les liens qui le relient consubstantiellement aux autres et, pour avoir donné aux liens une forme de plus en plus marchande, on a sapé les fondements de l'être ensemble au profit d'un être individuel consumériste. Une perspective très pertinente pour contrebattre cette décomposition collective réside dans la réhabilitation du don. Ce « roc » de « la morale éternelle³⁴ » constitue pour Marcel Mauss et ses disciples

²⁹ *Reconsidérer la richesse*, rapport au secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, 2002, de l'Aube, 2010.

³⁰ *Sobriété heureuse*, Pacte civique, [consulté le 15/10/2020]. Disponible sur: <http://www.pactecivique.org/SobrieteHeureuse>

³¹ *Pour une nouvelle solidarité*, O. Jacob, 2010.

³² H. ROSA, *Résonance. Une sociologie de la relation au monde*, Paris, la Découverte, 2018 [2016]

³³ *Manuscrits de 1844, Économie politique et philosophie*. Paris : Éditions sociales, 1972. Il faut, bien sûr, entendre « homme total » comme humain total.

³⁴ « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1989 [1925].

actuels le fondement originaire de toute socialité humaine. Et si on l'a marginalisé dans nos représentations de la société, c'est qu'on ne sait plus le voir tout aliénés que nous sommes par la fonctionnalité rationnelle et l'utilité marchande. Pourtant le cycle Demander-Donner-Recevoir-Rendre³⁵ rend bien mieux compte de la coopération, de l'entraide et de la solidarité que les analyses utilitaristes ou étroitement sociologistes. Le paradigme du don permet de comprendre scientifiquement la dynamique coopérative des expériences de la transition mais aussi d'en légitimer les orientations morales et politiques par sa philosophie relationnelle et personnaliste. Alain Caillé le confirme quand il écrit que la relation de don concerne « des *personnes* reconnues comme telles et valorisées dans leur singularité³⁶ ». Cette intelligibilité relationnelle et humaniste de ce qui fait tenir ensemble les collectifs humains qu'offre le don n'est pas sans converger, sur un plan plus opératoire, avec la « pensée complexe » développée par Edgar Morin qui fait de la « reliance » de ce qui est séparé – les disciplines scientifiques ou les concepts comme les humains ou les sociétés – son ambition centrale. Phénomène complexe impliquant toujours deux dialogiques, l'une entre intérêt pour soi et intérêt pour autrui et l'autre entre contrainte et liberté, le don a un pouvoir explicatif puissant pour comprendre mais aussi orienter des attitudes et des comportements essentiels dans les échanges sociaux comme la reconnaissance, la confiance, la coopération ou la fraternité.

Arrêtons-nous un instant sur cette dernière.

La fraternité : articuler la planète et le territoire

Comme tout ce qui est répété trop fréquemment, la fraternité a perdu son attrait. Pourtant, si on enlève la poussière de l'usage répétitif, on (re)découvrira l'éclat et la force de ce mot³⁷ que les Fédérés de 1791 ont ajouté au diptyque républicain : liberté-égalité. Elle est la conséquence d'une donnée fondamentale dont l'évidence masque trop la puissance : l'origine commune de tous les humains qui ont vécu, vivent et vivront sur cette planète. Cet ancêtre commun – africain³⁸ n'en déplaise à certains – lie tous les membres de l'espèce qui, dès lors, sont des frères et des sœurs. Cette ascendance commune, si elle fonde généalogiquement le sentiment de commune humanité qu'éprouve un humain face à son semblable quelle que soit sa culture, est insuffisante pour en rendre compte scientifiquement. Pour ce faire, la convocation du concept central d'*effet réversif de l'évolution*³⁹ du naturaliste Patrick Tort est éclairante. Avec ce concept, l'auteur propose une lecture de Darwin qui invalide l'interprétation du darwinisme social selon laquelle l'évolution ne procède que par la sélection des plus aptes et l'élimination des plus faibles. En effet, loin des visions héroïques de l'individu qui peuplent l'imaginaire contemporain, Tort

³⁵ A. CAILLÉ, *Extensions du domaine du don : Demander-donner-recevoir-rendre*, Acte Sud, Questions de société, 2019.

³⁶ *Ibid.*, p. 10.

³⁷ Que le Pacte civique porte avec constance dans ses murs et en dehors comme au sein du *Labo de la fraternité* <https://www.labodelafraternite.fr/home/2149>, [consulté le 15/10/2020].

³⁸ M. BRUNET, *Nous sommes tous des Africains, À la recherche du premier homme*, Paris, O. Jacob, 2016.

³⁹ P. TORT, *La Pensée hiérarchique et l'Évolution*, Paris, Aubier, 1983, pp. 166-197.

rappelle que l'homme est faible individuellement et que seul le groupe a permis sa survie et son développement. C'est en sélectionnant des *instincts sociaux* que l'évolution a produit cette construction biologique de l'humain comme être social. De soins parentaux plus longs à la généralisation du sentiment de sympathie en passant par une activité relationnelle accrue, la civilisation s'est imposée dans une dynamique récursive associant développement psychosocial d'une part et croissance des capacités intellectuelles et du monde symbolico-culturel d'autre part, une récursivité engendrant une complexification réciproque. La civilisation consacrée par l'évolution a institutionnalisé des normes de protection à l'égard des plus faibles et développé le souci de l'autre et la solidarité. Comme l'écrit Tort : « la sélection naturelle sélectionne la *civilisation*, qui s'oppose à la sélection naturelle ». Ainsi donc, ainsi que l'assure Michel Joli⁴⁰ interprétant Patrick Tort, la fraternité possède une origine évolutionniste qui explique sa place centrale dans la civilisation⁴¹. Mais nous ajoutons volontiers que ce fondement évolutionniste de la fraternité est congruent avec le paradigme du don qui partage la même centralité sur le plan social. Pour universelle qu'on la conçoive, la fraternité s'exerce d'abord dans la proximité avec, trop souvent dans l'histoire, le rejet des autres au-delà des frontières. Cette articulation du proche et du lointain, du semblable et du différent, de l'identité et de l'altérité est pourtant une exigence morale sans laquelle la réhabilitation des territoires conduirait à une fermeture identitaire grosse de dangers. Aujourd'hui la menace climatique, qui ajoute à l'origine commune des humains un destin partagé, légitime plus que jamais l'universalité de la fraternité et devrait hâter l'émergence d'une gouvernance mondiale. On mesure qu'ici le souhaitable se fait improbable, s'il faut l'espérer et y travailler, l'action ne peut se limiter à cette perspective lointaine. Alors que faire ?

L'urgence requiert une action concrète et plus immédiatement opératoire. Les Oasis nous en donnent une illustration : en faisant reculer le marché et la concurrence au profit de relations fondées sur le don, la fraternité peut s'exercer et se développer sur les territoires où, de ce fait, la solidarité s'accroît. En effet, donner permet la reconnaissance de l'autre à qui, par le don, on propose de coopérer et cette coopération trouve dans la proximité un cadre facilitateur. Mais, comme le montrent les travaux de Robert Putnam sur le capital social, tous les territoires n'ont pas les mêmes aptitudes coopératives. Ceux qui ont les plus fortes ont développé des réseaux denses de relations horizontales marqués par des normes de réciprocité et se caractérisent par des « performances institutionnelles, politiques, économiques et sociales⁴² » meilleures que les autres. Il est néanmoins possible de favoriser la création et l'entretien des liens sur un territoire en y libérant partout la parole. En effet, ainsi que le pratique notamment Georges Dhers⁴³, la création de groupes de parole où des personnes échangeant dans la

⁴⁰ *La fraternité expliquée à ceux qui veulent changer le monde*, à paraître. Voir la contribution de l'auteur au présent ouvrage (*supra* XXX)

⁴¹ Même si l'on sait que les civilisations sont loin d'avoir toutes été fraternelles entre elles...

⁴² R. D. PUTNAM, R. LEONARDI et R. Y. NONETTI, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, 1993.

⁴³ *Le pouvoir d'agir des citoyens. Comment ils créent des liens, des activités, des emplois...*, Chroniques sociales, 2020. Voir sur ce point la contribution de l'auteur au présent ouvrage (*supra* XXX) ainsi que celle de Michael Garrigue (*supra* XXX) qui témoigne d'une expérience concrète de ces groupes de parole. Un Diplôme Universitaire intitulé *Devenir acteur et animateur de la transition* sera mis en œuvre à l'université Toulouse-Capitole à la rentrée 2021.

bienveillance et l'écoute, sur la base de leurs motivations intrinsèques, découvrent l'envie de coopérer et peuvent ensuite le faire dans le cadre de groupe projets. Ces dispositifs simples, ont une étonnante force d'entraînement en même temps qu'ils suscitent la créativité individuelle et collective. En mobilisant les *personnes* par-delà des fonctions ou des statuts, ils installent des relations où, le cycle du don s'activant, la coopération devient évidente avant de se finaliser dans le cadre de projets. Généralisée sur un territoire, cette démarche peu coûteuse pourrait créer une multitude de liens interpersonnels et de projets d'intérêt local notamment dans les activités liées à la transition où il faudra une nouvelle articulation entre l'économique et le social. La mise en réseau de ces groupes projets pourrait engager, à une échelle plus large, des dynamiques de coopération et de créativité sur et entre les territoires. La reterritorialisation concerne aussi la question démocratique.

Ressourcer la démocratie au niveau des territoires

Commençons sur ce sujet par la pénétrante intuition toquevillienne. Pour Alexis de Tocqueville « l'individualisme est d'origine démocratique⁴⁴ » or , écrit-il, si « l'individualisme ne tarit d'abord que la source des vertus publiques », « à la longue, il attaque et détruit toutes les autres et va enfin s'absorber dans l'égoïsme⁴⁵. ». L'individualisme absorbé par l'égoïsme, Tocqueville imagine le monde qui en résulte :

« Je vois une foule innombrable d'hommes semblables et égaux qui tournent sans repos sur eux-mêmes pour se procurer de petits et vulgaires plaisirs, dont ils emplissent leur âme. Chacun d'eux, retiré à l'écart, est comme étranger à la destinée de tous les autres : ses enfants et ses amis particuliers forment pour lui toute l'espèce humaine ; quant au demeurant de ses concitoyens, il est à côté d'eux, mais il ne les voit pas ; il les touche et ne les sent point ; il n'existe qu'en lui-même et pour lui seul, et s'il lui reste encore une famille, on peut dire du moins qu'il n'a plus de patrie⁴⁶. »

Près de deux siècles plus tard nous y sommes. La démocratie a sans doute sa part mais aussi, et peut-être surtout, le marché dont Tocqueville ne connaissait pas l'hégémonie contemporaine. Le citoyen consumériste replié sur les siens et « comme étranger à la destinée de tous les autres » est largement advenu, hypothéquant les possibilités d'action collective pourtant si nécessaires. Cependant si la représentation démocratique est globalement discréditée, constatons que celle qui l'est le moins se trouve être la représentation municipale et si les maires conservent la confiance des citoyens c'est qu'ils incarnent une politique de proximité, « au plus près des hommes et des choses » alors que la politique nationale paraît bien abstraite, discursive et plus soumise à des intérêts lointains. Sans l'idéaliser, il est permis de penser que la démocratie locale constitue l'espace à privilégier pour la ressource d'une

⁴⁴ *De la démocratie en Amérique*, tome 2, Paris, Gallimard, coll. Folio, 1961, p.125 [1840]

⁴⁵ *Ibid.* pp. 234-236.

⁴⁶ *Ibid.*

politique à bout de souffle. N'oublions pas que l'Agora était d'abord une instance *territoriale*, à la fois place du marché, espace de rassemblement et lieu des institutions politiques où la localité donnait sens et existence à la cité. Aujourd'hui, face à l'apathie citoyenne, il apparaît urgent de réhabiliter et renforcer la chose publique en lui donnant une signification d'abord locale. A condition de doter les pouvoirs locaux de compétences accrues et de les inscrire dans des formes beaucoup plus participatives de démocratie, les territoires pourraient refonder le goût des populations pour la chose publique⁴⁷.

Conclusion

Si l'époque requiert de penser le changement, la transformation voire la métamorphose⁴⁸, l'humilité et la prudence demeurent de mise. Certes, la déconstruction de l'économisme et de la raison modernisatrice nous apparaissent nécessaires pour que les territoires puissent réinscrire l'économie dans le social, développer les relations de don qui fondent la fraternité et, de ce fait, réhabiliter la démocratie. Mais, et Raymond Aron en paraphrasant Karl Marx nous alerte : « Si ce sont les hommes qui font l'histoire, ils ne savent pas l'histoire qu'ils font⁴⁹ ». Critiques à l'égard de la raison modernisatrice, nous ne devons pas embrasser la même illusion de maîtrise que nous lui reprochons. Dans un pays très politique, le volontarisme règne avec, quelquefois, l'impression que la simplicité des solutions s'impose à la complexité des problèmes et que la cohérence des modèles assujettit trop mécaniquement le réel. C'est oublier ce qu'Edgar Morin appelle « l'écologie de l'action⁵⁰ » selon laquelle l'action, une fois engagée, échappe plus ou moins à son auteur. Il existe donc toujours une forme d'aveuglement dans les ambitions programmatiques trop assurées d'elles-mêmes auxquelles le projet et la stratégie semblent préférables. Plus attentifs aux contextes et aux dynamiques situationnelles que le programme, le projet et la stratégie ont l'avantage d'évoluer en adaptant récursivement les moyens et les objectifs. La reterritorialisation ouverte que nous prônons⁵¹ ne saurait donc être un programme mais, plus modestement, un projet appelant une stratégie. Si elle est plus attentive au cours du monde et à ses opportunités, cette stratégie demeure néanmoins un pari sur l'avenir, un pari qui nous semble cependant moins risqué que la sombre perspective qui s'annonce si nous ne faisons rien.

BIBLIOGRAPHIE

- AGULHON, M., *La République au village*, Paris, Seuil, 1979 (1970).
ARON, R., *Leçons sur l'histoire: cours du Collège de France (1972-1974)*, Paris, LGF, 1991.
BRAUDEL, F., *La dynamique du capitalisme*, Paris, Flammarion, 1985.
BRUNET, M., *Nous sommes tous des Africains, À la recherche du premier homme*, Paris, O. Jacob, 2016.

⁴⁷ Ainsi que le montre la belle expérience menée à l'initiative de Joe Spiegel à Kingersheim.

⁴⁸ MORIN, E., *La Voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Paris, Fayard, 2011

⁴⁹ *Leçons sur l'histoire: cours du Collège de France (1972-1974)*, Paris, LGF, 1991.

⁵⁰ *La Méthode 5. L'humanité de l'humanité*. Paris, Seuil, 2001, p. 245.

⁵¹ Notamment dans la formation avec l'actuel Master *Ingénierie de la transition des territoires* de l'université Toulouse-Capitole.

- CAILLE, A., *Extensions du domaine du don : Demander-donner-recevoir-rendre*, Acte Sud, Questions de société, 2019.
- DALTON, G., *Primitive, Archaic, and Modern Economies: Essays of Karl Polanyi*, Beacon Press, 1971
- DHERS, G., *Le pouvoir d'agir des citoyens. Comment ils créent des liens, des activités, des emplois...*, Chroniques sociales, 2020.
- DESCARTES, R., *Le discours de la méthode*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1966, [1637].
- DESCOLA, PH., *Par-delà Nature et Culture*, Paris, Seuil, 2004
- DUMEZIL, G., *Mythe et Épopée. L'Idéologie des trois fonctions dans les épopées des peuples indo-européens*, Paris, Gallimard, 1968
- DURKHEIM, E., « Cours de science sociale: leçon d'ouverture. », *Revue internationale de l'enseignement*, 1888, 15: 23-48.
- ELLUL, J., *La Technique : L'Enjeu du siècle*, Paris, Armand Colin, coll. « Sciences politiques », 1954.
- FOUCAULD DE, J-B, *L'abondance frugale. Pour une nouvelle solidarité*, Paris, O. Jacob, 2010.
- GOODHART, D., *Les deux clans. La nouvelle fracture mondiale*, Les Arènes, trad. franç. 2019 [2017].
- HEIDDEGER, M., *Essais et conférences*, Paris, Gallimard, coll. Tel, 1980 [1954].
- HOREL, S., FOUCCART S. et S. LAURENS, *Les gardiens de la raison – Enquête sur la désinformation scientifique*, Paris, éditions La Découverte, 2020
- JOLI, M., *La fraternité expliquée à ceux qui veulent changer le monde*, à paraître.
- KUHN, T., *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 1983 (1962).
- LE MOIGNE, J.L., *La théorie du système général*, Paris, PUF, 1990 (1977),
La modélisation des systèmes complexes, Paris, Dunod, 1990
Les épistémologies constructivistes, Paris, PUF, coll. QSJ, 1995.
- MAUSS, M., « Essai sur le don », in *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1989 [1925].
- MORIN, E., A.B. KERN, *Terre-Patrie*, Paris, Seuil, 1993.
La Méthode 5. L'humanité de l'humanité. Paris, Seuil, 2001.
- ORESQUES, N., CONWAY E. M., *Les Marchands de doute*, Paris, Le Pommier, 2012 (2010)
- PUTNAN, R. D., LEONARDI, R. et R. Y. NONETTI, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, Princeton University Press, 1993.
- ROGGERO, P., *Sociologie des représentations du pouvoir local : l'État français et ses communes*, Sudbury, Collection « Human sciences monograph ». Université Laurentienne, 2006.
- SUPIOT, A., *La Gouvernance par les nombres. Cours au Collège de France (2012-2014)*, Paris, Fayard, 2015
- THATCHER, M., Interview, *Woman's Own*, 23/09/1987
- TOCQUEVILLE de, A.,
TORT, P., *La Pensée hiérarchique et l'Évolution*, Paris, Aubier, 1983
- VEBLEN, T., 1898, « Why is Economics not an Evolutionary Science? », *The Quarterly Journal of Economics*, 12(4), p. 389.
- VIVERET, P., *Reconsidérer la richesse*, rapport au secrétaire d'Etat à l'Economie Solidaire, 01/2002, de l'Aube, 2010.
- WEIL, S., *L'Enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Paris, Gallimard, 1949, p. 39.

SITOGRAFIE

- Discours de Président de la République*, Elysée, 2017, [consulté le 16/10/2020]. Disponible sur : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2017/07/03/discours-du-president-de-la-republique-devant-le-parlement-reuni-en-congres>
- Exhortation apostolique Evangelii Gaudium du Pape François*, [consulté le 16/10/2020]. Disponible sur : http://www.vatican.va/content/francesco/fr/apost_exhortations,
- Projet Oasis*, Colibris, [consulté 22/10/2020]. Disponible sur : <https://www.colibris-lemouvement.org/projets/projet-oasis>